

Journée mondiale sans tabac 2023 : **Série d'activités lancées par la VPM Dookhun et le ministre Jagutpal**



Page 3



Lancement d'un programme de formation sur les compétences entrepreneuriales pour autonomiser les femmes

Page 3

La Pologne accusée d'enfreindre le droit de l'UE, Varsovie s'insurge



Page 4

Choix de vie ou de mort à l'hôpital de Balasore après la catastrophe ferroviaire en Inde



Page 4

La Cour suprême de Hongkong annule la condamnation d'une journaliste d'investigation



Page 5

Foot News

Zlatan Ibrahimovic dit « au revoir au football » à 41 ans



Page 8



Ajaccio-OM : Macron veut des sanctions « claires » et « fortes » après l'agression du petit Kenzo

Page 8

A la télé aujourd'hui



07.10 Film: Sugar!
08.45 Serial: Airwolf
09.30 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.20 The Gardener's Daughter
10.45 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 L'Envers Du Paradis
14.15 Serial: Airwolf

15.21 Film: Camping, Love And Therapy
17.30 The Gardener's Daughter
18.31 Serial: Wagle Ki Duniya
18.55 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Journal & La Meteo
20.30 Local: Focus Live
21.30 Serial: Chicago Med
22.15 Film: Pur-Sang
23.35 Le Journal
00.25 Tele: Sublime Mensonge



07.05 National: Fresque...
08.22 Paroles Agricoles
09.13 Local: Arsiv MBC
09.42 Local: Radio Vision
10.34 Local: Rodrig Prog
11.03 Music Tour 2022
12.00 Local: Rodrig Prog
12.15 Son Ladan Mem
13.07 Le Journee Sous Le Regard
13.20 Local: Priorite Sante

14.22 Local: Rodrig Prog: Rod'Art
15.12 Local: Nu Rasinn
16.32 Le Journee Sous Le Regard
18.00 L'Envers Du Paradis
18.33 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Rodrig Spor
20.36 Local: Toc Toc Doc
20.51 Local: En Forme
21.06 Local: Agri Ensemble
21.37 Local: Les Klips



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.26 Bhojpuri Dhamaka
08.56 Local: Prakriti Ki God Mein
09.22 Chikitsa Aur Swasthya
10.00 Jijaji Chhat Par Hain
11.32 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Aap To Aise Na
Starring: Raj Babbar, anjeeta Kaur, Deepak

Parashar, adan Puri
15.30 Serial: Bhagan Ab Ho Kitne Door
16.00 Serial: Suhani Si Ek Ladki
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Local: Kala
20.00 Local: Virasat
20.35 Film: Aurat Khilona Nahi
Starring Manoj Tiwari, Rinku Ghosh, Monalisa
23.00 Jijaji Chhat Par Hain
23.24 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.41 Mag: Red Carpet
08.53 Doc: Salad Area
09.50 Doc: Multi Tasking
10.32 The Language Of Whales
11.24 Mag: Rev: The Global Auto...
11.50 Mag: Healthy Living
12.24 Doc: World Heritage
12.55 Mag: Check In
14.22 Mag: Salad Area

15.00 The Story Of Book...
15.17 Les Nouvelles Aventures...
15.22 Splash And Bubble
15.34 Best Furry Friends
15.45 Ubongo Kids
16.12 D.Anime:The Adventure Of...
16.32 D.Anime: Mondo Yan
16.47 The Treasure Island
17.13 Mag: Lab 360
17.54 Doc: Sweet Magic
18.00 Mag: Motorweek
21.46 Film: Above The Shadows



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.24 Film: Sangdil Sanam
Starring: Salman Khan, Manisha Koirala
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke

Aise...
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.36 Mere Sai
22.05 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie ittefaq...
22.58 Patila Babes
23.31 Film: Sangdil Sanam
Starring Salman Khan, Manisha Koirala

Allemagne : des dizaines de blessés à Leipzig à la suite d'affrontements entre police et manifestants

Des membres de l'extrême gauche ont protesté dans la rue contre les peines de prison décidées par la justice allemande à l'encontre de quatre activistes.

Des affrontements entre militants d'extrême gauche et policiers ont fait des dizaines de blessés ce week-end à Leipzig (Est), des incidents dénoncés dimanche 4 juin par la ministre de l'intérieur, Nancy Faeser. Les manifestants ont bloqué des rues, provoqué des incendies sur la voie publique et jeté des projectiles sur les forces de l'ordre, en réaction aux peines de prison décidées par la justice allemande cette semaine à l'encontre de quatre activistes d'extrême gauche.

Une cinquantaine de policiers ont été blessés lors de ces manifestations, qui ont débuté vendredi soir, dont trois policiers déclarés « inaptes au service », selon un communiqué de la police de Leipzig. La police a procédé à une trentaine d'arrestations et plus de 50 personnes ont été placées en détention préventive avant d'être relâchées. « Cette violence absurde d'anarchistes d'extrême gauche et d'émou-



tiers est injustifiable », a déclaré la ministre dans un communiqué. Des centaines de personnes ont participé à ces manifestations à l'appel des militants d'extrême gauche pour une journée d'action samedi à Leipzig.

Mercredi, un tribunal de Dresde a condamné une étudiante de Leipzig, Lina E., et trois autres militants d'extrême gauche, à des peines de

plusieurs années de prison. Le groupe a été reconnu coupable d'attaques contre des néonazis et présumés militants d'extrême droite entre 2018 et 2020. Depuis son arrestation en 2020, Lina E. est devenue un symbole, avec le slogan « Libérez Lina » apparaissant régulièrement dans les manifestations de l'extrême gauche, selon les médias allemands.

Le prince Harry se fait désirer au procès lancé contre un tabloïd

Attendu pour un procès retentissant contre un tabloïd britannique, le prince Harry a fait lundi faux bond à la Haute Cour de Londres, où son avocat a longuement dénoncé les pratiques de ce journal dont certaines remonteraient à la petite enfance du fils du roi Charles III.

L'apparition d'Harry, désormais prévue mardi, sera la première d'un membre de la famille royale à la barre d'un tribunal, en plus d'un siècle.

Exilé en Californie avec son épouse Meghan et en délicatesse avec le reste de la famille royale britannique, le duc de Sussex a engagé une série de procédures judiciaires contre des journaux britanniques.

Harry juge la presse à scandale responsable de la mort de sa mère Diana dans un accident de voiture à Paris en 1997 alors qu'elle était poursuivie par des paparazzi, et a aussi critiqué l'attitude des médias vis-à-vis de son épouse.

Dans le procès en cours, qui s'est ouvert le mois dernier devant la Haute Cour de Londres, Harry accuse l'éditeur du Daily Mirror d'avoir eu recours à des procédés illicites pour recueillir des informations, y compris en piratant des messageries téléphoniques, entre 1996 et 2010.

De nombreux journalistes ont patienté toute la journée devant le tribunal pour guetter son arrivée, attendue dès lundi en vue de son témoignage.

Mais son avocat, David Sherborne, a annoncé qu'il avait pris l'avion seulement dimanche soir à Los Angeles, car il fêtait le deuxième anniversaire de sa fille Lilibet et qu'il ne serait donc présent que mardi. Une annonce dont le juge Timothy Fancourt s'est dit « un peu surpris », laissant présager des échanges tendus avec Harry.

Mononucléose et vie sentimentale

Ce sera alors la première apparition d'un membre de la famille royale à la barre depuis celle du futur Edouard VII en 1890 pour un procès en diffamation.

En 2002, la princesse Anne, tante d'Harry, avait reçu une amende après une morsure de son bull-terrier infligée à deux enfants dans le parc de Windsor. Mais ayant plaidé coupable, elle n'avait pas eu à témoigner.

Exposant les griefs du prince, son avocat a affirmé que le groupe de presse a recouru aux services d'« au moins 30 détectives privés ».

« Les articles sur la vie privée du prince faisaient vendre » et ont commencé à se multiplier à partir de ses 11 ans, a souligné David Sherborne, citant l'exclusivité en Une sur la mononucléose du prince Harry quand il était petit, une dispute avec son frère William ou sa relation avec



une ancienne petite amie.

Son téléphone « a été piraté à de multiples occasions », a soutenu l'avocat, même après « la mort tragique de sa mère ».

Le groupe Mirror Group Newspapers (MGN) - qui outre le quotidien Daily Mirror publie ses éditions dominicale et people - a reconnu au début du procès dans ses conclusions écrites « quelques preuves » de collecte illégale d'informations.

MGN a présenté des excuses « sans réserve » et promis que cela ne se reproduirait « jamais ». L'avocat de l'éditeur, Andrew Green, a en revanche rejeté les accusations d'interception de messages vocaux et balayé certaines accusations, mettant en avant l'ancienneté des faits.

Paparazzi à New York

La dernière apparition du prince Harry au Royaume-Uni remonte à son voyage éclair pour le couronnement de son père le 6 mai. Une visite intervenue après des semaines de spéculations dans le sillage de la tempête suscitée en janvier par la publication de ses mémoires dans lesquels il raconte notamment la rupture de ses relations avec son père et son frère William.

Fin mars, Harry avait créé la surprise en se présentant à la Haute Cour - mais dans le public - à l'occasion d'une audience préliminaire contre ANL, l'éditeur du Daily Mail, accusé des mêmes méthodes par une série de personnalités parmi lesquelles le chanteur Elton John.

Il y a deux semaines, le prince Harry a perdu le procès qu'il avait engagé pour bénéficier d'une protection policière lorsqu'il se rend au Royaume-Uni.

Signe de l'intensité de la tension entre Harry et la presse, le porte-parole de Harry et Meghan a affirmé le mois dernier que le couple avait été « pris en chasse » à New York par « des paparazzi très agressifs », ravivant le souvenir de la mort de Diana.

Lancement d'un programme de formation sur les compétences entrepreneuriales pour autonomiser les femmes

Un programme de formation d'une journée sur les compétences entrepreneuriales ciblant une trentaine de femmes, a été lancé, par la ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo, à l'Accueil de jour pour personnes âgées des Roches Brunes.

Il s'agit d'une initiative du ministère de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale en collaboration avec la National Empowerment Foundation et l'organisation non gouvernementale Time Banking Association. L'objectif principal est de familiariser les femmes avec le monde de l'entrepreneuriat et de les doter des compétences et capacités préalables pour lancer leur propre entreprise.

L'esprit d'entreprise et le leadership, la définition et la réalisation d'objectifs SMART, l'adaptabilité pour évaluer les risques et la résolution de problèmes sont parmi les quelques sujets qui seront abordés pendant la formation.

Dans son allocution, la ministre Jeewa-Daureeawoo a souligné que le gouvernement s'efforçait de créer une société inclusive et équitable qui soutenait le développement et l'autonomisation des plus vulnérables, y compris



les femmes. Elle a observé que les femmes représentaient aujourd'hui plus de 53% de la population totale de Maurice et qu'elles apportaient une contribution remarquable dans tous les secteurs de l'économie.

Elle a fait remarquer que plusieurs nouvelles lois et législations avaient été mises en place pour répondre aux besoins des femmes et protéger leurs droits fondamentaux.

"Le gouvernement", a-t-elle souligné, "a pris des mesures, à savoir le programme d'aide au salaire minimum et l'octroi de prêts à des taux d'intérêt plus bas pour les femmes qui souhaitent créer leur propre entreprise". « Une somme de Rs 200 000 est également allouée à chaque ministère afin d'organiser des activités et des programmes pour l'autonomisation des femmes », a déclaré la ministre.

"Le gouvernement", a-t-elle souligné, "croit fermement en la capacité des femmes à mieux contribuer au développement socio-économique de l'économie mauricienne". "L'entrepreneuriat", a-t-elle déclaré, "joue un rôle vital dans l'émancipation et l'autonomisation des femmes en leur permettant de devenir indépendantes et de recevoir un revenu décent".

"L'innovation", a-t-elle déclaré, "est la clé de l'entrepreneuriat", tout en soulignant que les femmes doivent développer des compétences telles que la persévérance, la patience et le travail acharné pour réussir dans la vie. Elle était convaincue que le programme de formation contribuerait à élargir les connaissances et à développer les compétences des femmes aspirant à devenir entrepreneures et à créer leur propre entreprise.

Journée mondiale sans tabac 2023:

Série d'activités lancées par la VPM Dookhun et le ministre Jagutpal

Dans le cadre de la Journée mondiale sans tabac 2023 célébrée chaque année le 31 mai, une série d'activités ont été lancées, en présence de la Vice-Première ministre, ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Mme Leela Devi Dookun -Luchoomun et le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, à l'école secondaire publique Shrimati Indira Gandhi du Quartier Militaire.

La représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Anne Marie Ancia, et d'autres personnalités éminentes étaient également présentes.

Les lauréats du concours intercollégial « Fresque Murale », organisé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie en collaboration avec le ministère de la Santé et du Bien-être, ont également été récompensés à cette occasion.

Le thème retenu pour cette année est « Nous avons besoin de nourriture, pas de tabac ».

S'adressant aux étudiants, la vice-première ministre Dookun-Luchoomun a souligné que l'éducation joue un rôle central dans la sensibilisation des jeunes aux effets dévastateurs que l'usage du tabac peut avoir sur la santé des communautés. Le thème, a-t-elle dit, est le plus approprié car c'est un puissant rappel de dire non à l'usage du tabac et il éveille également chez les jeunes, la résilience et la capacité de ne pas céder à la pression des pairs.

Le tabac, a-t-elle fait remarquer, est l'une des principales causes de décès dans le monde et contribue également à l'augmentation des complications de santé. Environ 1,2 million de personnes meurent chaque année à cause du tabagisme passif, a-t-elle observé, ajoutant qu'il est temps de réfléchir aux graves conséquences de la cigarette sur la santé et le bien-être de la population.

Le gouvernement, a-t-elle souligné, place la santé et le bien-être de la population parmi ses principales priorités et travaille sans relâche sur des campagnes de sensibilisation sur le tabagisme, la consommation d'alcool et les drogues. "En tant que société, nous devons plaider en faveur de législations et de politiques plus strictes afin



de limiter l'accessibilité du tabac aux jeunes et de les empêcher de tomber dans les cycles de la dépendance", a-t-elle déclaré.

La Journée, a déclaré Mme Dookun-Luchoomun, est l'occasion de se rassembler et de sensibiliser sur les dangers de la consommation de tabac ainsi que de réitérer la nécessité d'efforts concertés pour lutter contre le fléau du tabagisme. C'est un appel à l'action pour que les jeunes unissent leurs forces et travaillent ensemble pour sensibiliser les gens autour d'eux et devenir un champion dans la lutte contre la consommation de tabac.

Pour sa part, le ministre Jagutpal a déclaré que selon l'enquête nationale sur les maladies non transmissibles réalisée en 2021, environ 18% de la population mauricienne consomment du tabac. On estime que 1 000 décès surviennent chaque année à Maurice en raison de l'usage du tabac, a-t-il informé, ajoutant que l'incidence du tabagisme est la plus élevée dans les tranches d'âge les plus jeunes. Selon l'enquête mondiale sur le tabagisme chez les jeunes réalisée en 2016, a-t-il indiqué, 19 % de la population scolaire âgée de 13 à 15 ans consommait du tabac.

Le tabac, a-t-il souligné, est connu pour contenir environ 4 000 substances chimiques, dont 300 sont toxiques et provoquent un large éventail de maladies telles que le cancer, les crises cardiaques, les accidents

vasculaires cérébraux et les maladies pulmonaires chroniques comme la bronchite. Elle affecte également la santé sexuelle et reproductive des fumeurs et des fumeuses, a indiqué le ministre.

En ce qui concerne les politiques concernant la lutte antitabac, il a souligné que Maurice était parmi les premiers pays africains à avoir ratifié la Convention-cadre pour la lutte antitabac en 2014. Conformément au ferme engagement du gouvernement à réduire les habitudes tabagiques de la population, il a rappelé que son ministère a présenté le Plan d'action national de lutte contre le tabagisme 2022-2026 pour atteindre l'objectif de la Déclaration des Nations Unies, à savoir une réduction relative de 30 % de la prévalence actuelle de la consommation de tabac chez les personnes âgées de 15 ans et plus d'ici 2030.

Un certain nombre d'autres initiatives sont prises, telles que le lobbying anti-tabac comprenant des avertissements illustrés sur les paquets de cigarettes, l'interdiction de la publicité, du parrainage et de la promotion des produits du tabac et l'introduction de cliniques gratuites de sevrage tabagique.

Le gouvernement, a souligné le ministre Jagutpal, prend des mesures audacieuses pour réduire l'incidence du tabagisme dans le pays. A partir d'aujourd'hui, il a informé

qu'aucune nouvelle licence de vente de tabac ne sera délivrée aux détaillants situés dans un périmètre de 200 mètres des établissements d'enseignement, des installations sportives et de loisirs, conformément aux normes internationales.

En outre, des emballages neutres pour les cigarettes sont introduits à partir d'aujourd'hui, conformément à la convention-cadre pour la lutte antitabac. L'importation de cigarettes électroniques dans le pays est également interdite, a-t-il ajouté.

Quant au Dr Anne Marie Ancia, elle a souligné que la Journée est une occasion de réfléchir sur la nécessité d'une prise de décision importante et responsable en matière de consommation de tabac. Il s'agit d'une tentative de contribuer à l'élimination et à la réduction de la consommation de tabac à travers des campagnes de sensibilisation et de sensibilisation, a-t-elle déclaré.

Elle a également évoqué les conséquences du tabagisme passif sur l'environnement d'un fumeur ajoutant que le nombre de décès causés par le tabagisme passif a considérablement augmenté. C'est donc un choix important que le jeune doit faire en matière de consommation de tabac qui peut avoir de graves conséquences sur sa santé et celle de sa famille et de son entourage, a déclaré le Dr Ancia.

La Pologne accusée d'enfreindre le droit de l'UE, Varsovie s'insurge

La Cour de justice de l'UE a confirmé, lundi, que la Pologne avait enfreint les règles de l'Union Européenne avec sa réforme de la justice de 2019, qui fait depuis l'objet d'un bras de fer entre Varsovie et Bruxelles. Le pouvoir polonais dénonce une décision "corrompue".

La Cour de justice de l'Union européenne a confirmé, lundi 5 juin, que la Pologne avait refusé de se conformer aux règles de l'UE en matière d'indépendance de la justice, avec la mise en place de sa réforme de la justice en 2019. Une décision dénoncée par le ministre de la Justice polonais, Zbigniew Ziobro, qui l'a qualifié de "corrompue".

"La réforme de la justice polonaise de décembre 2019 enfreint le droit de l'Union", a indiqué la Cour, notamment dans son volet relatif au système disciplinaire des juges et de leur indépendance. Cet arrêt a été salué aussitôt par la Commission européenne, qui avait affirmé que la Cour suprême polonaise ne disposait pas de l'indépendance et de l'impartialité nécessaires à son bon fonctionnement.

"C'est un jour important pour la restauration d'une justice indépendante en Pologne", a commenté le commissaire européen à la Justice, Didier Reynders, indiquant que la loi polonaise portait "atteinte à l'indépendance des juges".

"Après la décision d'aujourd'hui, la loi sur le pouvoir judiciaire devra être adaptée en conséquence", a-t-il ajouté, soulignant que la décision de la CJUE réglait "définitivement la question" et a exhorté les autorités polonaises "à se conformer pleinement à l'arrêt".



ment à l'arrêt".

En 2021, la CJUE avait condamné la Pologne à des amendes d'un million d'euros par jour pour faire cesser les activités de la chambre disciplinaire de la Cour suprême, institution clé d'une réforme controversée du système judiciaire polonais. Le montant de ces amendes a dépassé à ce jour 550 millions d'euros.

La Pologne a toujours refusé de payer ces amendes mais Bruxelles en a prélevé une partie sur les fonds destinés à la Pologne. L'arrêt de la Cour européenne lève la sanction financière à compter du 5 juin mais la Pologne doit toujours régler les sommes dues pour le passé.

Bras de fer entre Varsovie et Bruxelles

Le désaccord sur le fonctionnement de la Cour suprême n'est qu'un des nombreux différends entre le gouvernement de droite de Varsovie et les institutions de l'UE. Il affirme que l'Union européenne porte atteinte aux droits inaliénables de la Pologne à prendre des décisions indépendantes.

Les institutions européennes ont insisté sur le fait que la Pologne, sous l'égide du parti populiste Droit et Justice, s'est éloignée des principes de l'État de droit de l'UE. Ce différend porte sur l'indépendance des juges de la Cour suprême polonaise lorsqu'ils examinent la législation

européenne.

La semaine dernière encore, les États-Unis et le plus haut responsable de la justice de l'UE ont critiqué le projet polonais d'une nouvelle loi qui pourrait empêcher les opposants politiques d'occuper des fonctions publiques sans recours juridique complet. L'UE a menacé de prendre des mesures s'il apparaissait clairement qu'une telle loi porterait atteinte aux normes démocratiques.

Tensions sociales

Les critiques ne viennent pas seulement de l'Union européenne. Des centaines de milliers de personnes ont participé, dimanche, à une manifestation antigouvernementale dans la capitale polonaise. Des citoyens sont venus de tout le pays pour exprimer leur colère à l'égard des autorités qui, selon eux, ont érodé les normes démocratiques et fait craindre que le pays ne suive la Hongrie et la Turquie sur la voie de l'autocratie.

Les organisateurs ont estimé à 500 000 le nombre de participants à cette marche, probablement la plus importante de ces dernières décennies.

Après l'effondrement de l'empire soviétique, la Pologne a adhéré à l'UE avec un grand nombre d'autres pays d'Europe centrale et orientale. Sortis de l'autocratie, ces pays ont longtemps été considérés comme des modèles à suivre pour devenir des modèles de démocraties libérales occidentales. Aujourd'hui, les critiques affirment que la Pologne et la Hongrie glissent à nouveau vers un régime autoritaire à parti unique.

Choix de vie ou de mort à l'hôpital de Balasore après la catastrophe ferroviaire en Inde

L'hôpital public de Balasore, le plus proche du site de la pire catastrophe ferroviaire de ces dernières décennies en Inde survenue vendredi soir, a été le théâtre de décisions cornéliennes, de vie ou de mort, prises par le personnel médical.

Presque toutes les minutes, la sirène d'une ambulance à l'extérieur du Fakir Mohan Medical College and Hospital annonçait l'arrivée aux urgences d'un nouveau groupe de blessés, pour la plupart grièvement dans l'État de l'Odisha, dans l'est du pays.

Les médecins ont dû poser des diagnostics dans l'urgence, espérant sauver les uns et baissant les bras pour d'autres.

C'était «une situation de guerre, au flux incessant», confie à l'AFP le docteur Sibanand Ratha, trois jours après la tragédie.

«Tous les patients présentaient de graves traumatismes, avec des blessures à la tête, des membres amputés, des blessures à la poitrine et des difficultés respiratoires», raconte le médecin de 35 ans.

D'autres étaient au bord du trépas quand certains avaient déjà expiré. Sauver des vies, c'était la priorité. «Mais il y a eu trop de précipitation», regrette-t-il.



Les équipes «devaient décider à qui accorder la priorité la plus élevée», admet-il, c'est-à-dire à ceux qui avaient les plus grandes chances de survie.

«On ne doit pas le dire, mais, en tant que médecin, on sait bien quand un patient ne survivra pas», confie-t-il.

La journée de vendredi s'était déroulée comme à l'ordinaire quand tout le personnel médical a reçu un message de réquisition, appelant même les personnes en congé à se rendre immédiatement à l'hôpital.

Le médecin savait qu'il s'agissait d'un accident de train, mais il ne s'attendait pas à cette ampleur, «n'aurait pu l'imaginer».

Il a «travaillé sans relâche pendant que la soirée se transformait en nuit puis le lendemain aussi».

Les équipes médicales ont pris en charge de «400 à 500» personnes dans la nuit de vendredi, dit-il, «bien que nous n'ayons pas compté, mais les ambulances affluaient».

«Nous stabilisons les patients et les envoyons en soins intensifs. Les cas les moins critiques étaient transférés en orthopédie», continue-t-il, «quiconque présentait des blessures à la tête et à la poitrine était transporté en chirurgie».

Les dons de sang par les habitants de la ville organisés à minuit «ont vraiment aidé», souligne-t-il, ainsi que le service d'approvisionnement qui a travaillé toute la nuit pour

s'assurer que tous les médicaments nécessaires étaient disponibles.

Au moins 275 personnes ont perdu la vie dans l'accident et sur les 1.175 blessés, 382 étaient toujours soignés dans différents hôpitaux de l'État lundi.

Les personnes dans un état critique ont été transférées dans de grands hôpitaux, mieux équipés, dans la région de Bhubaneswar, la capitale de l'État, mais beaucoup ont été admis à l'hôpital de Balasore.

Lundi, il était encore bondé de survivants et de parents à la recherche d'êtres chers, outre les malades ordinaires.

Le personnel médical local continue de faire des heures supplémentaires depuis la collision et il faudra encore quelques jours avant que la situation ne se stabilise.

C'était le jour de congé de Kshitiz Guglani, un orthopédiste de 25 ans, réquisitionné comme les autres personnels. Il s'est à peine accordé une pause depuis.

La plupart «des patients présentent des polytraumatismes», dit-il.

Anil Marandi, 29 ans, un ouvrier d'une tribu du Jharkhand, a montré au personnel du bureau d'assistance principal des photos d'identité de son frère, son beau-frère et d'un ami, qui voyageaient dans l'un des trains express.

«Je n'ai trouvé que deux corps pour l'instant», confie-t-il en larmes. «Je cherche toujours le troisième.»



La Cour suprême de Hongkong annule la condamnation d'une journaliste d'investigation

Bao Choy, journaliste indépendante, avait été condamnée en 2021 à une amende pour « fausse déclaration », dans le cadre d'une enquête sur l'agression en 2019 de militants prodémocratie.

La Cour suprême de Hongkong a annulé, lundi 5 juin, la condamnation d'une journaliste pour une enquête sur l'agression en juillet 2019 de militants prodémocratie par des pro-Pékin.

En 2021, un tribunal avait condamné Bao Choy, une journaliste indépendante, à une amende de 6 000 HKD (700 euros) après l'avoir reconnue coupable de « fausse déclaration » pour obtenir, dans un registre public, les relevés de propriété d'un véhicule dans le cadre d'une enquête qu'elle réalisait.

Le formulaire en ligne permettant d'accéder à ces informations prévoyait trois options pour les demandeurs : « pour les procédures judiciaires », « pour la vente et l'achat de véhicules » et « pour d'autres questions liées à la circulation et au transport ». Bao Choy avait choisi la dernière option, ce qui aux yeux du tribunal de première instance et aussi en appel ne correspondait pas à un but journalistique.



Mais lundi, un groupe de cinq juges de la Cour suprême a décidé à l'unanimité d'annuler la condamnation, estimant qu'« il n'y avait aucune raison (...) que le journalisme de bonne foi soit exclu [dans la définition du troisième choix] ». « Autres questions relatives à la circulation et aux transports » peut être pris dans un sens plus large afin d'inclure le journalisme d'investigation sérieux entrepris ici », ont déclaré les juges

dans leur décision. Ils ont ajouté que cette interprétation large était liée à la « liberté d'expression et de la presse protégée par la Constitution ».

Rare victoire pour les médias

« "Heureuse." Je ne trouve pas d'autre mot pour décrire mon état d'esprit en ce moment », a déclaré la journaliste Bao Choy à l'issue de la décision. « Je pense

que ce genre de bonheur doit être partagé par tous dans notre société », a-t-elle ajouté.

Cette décision constitue une rare victoire pour les médias de Hongkong, où deux grands organes de presse indépendants ont été contraints de fermer depuis que Pékin a imposé une loi sur la sécurité nationale en 2020. La journaliste avait effectué ses recherches dans le cadre d'un documentaire qu'elle avait produit en 2020 pour la chaîne publique de Hongkong RTHK.

Elle enquêtait sur la réactivité de la police lors de l'agression de juillet 2019, un événement-clé des violentes manifestations pro démocratie survenues cette année-là à Hongkong.

Le documentaire, primé, affirme que le soir de l'agression, la police n'a pas réagi à l'arrivée en masse à bord de véhicules spéciaux d'hommes armés de bâtons dans le district de Yuen Long. En utilisant les registres de propriété des véhicules, le documentaire de Bao Choy a révélé de nouveaux détails sur les agresseurs présumés, dont certains ont des liens avec des comités ruraux pro-Pékin et politiquement influents.

Guerre En Ukraine

L'OTAN cherche des compromis pour l'adhésion de l'Ukraine

Adhésion de l'Ukraine, succession de Jens Stoltenberg et dépenses militaires: les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN vont tenter jeudi à Oslo de trouver des compromis sur ces trois épineux dossiers à l'agenda du sommet de Vilnius en juillet.

Les discussions vont essentiellement porter sur les garanties de sécurité pour accompagner l'Ukraine sur le chemin de l'adhésion et éviter un nouveau conflit avec la Russie.

« Nous devons veiller à ce que l'histoire ne se répète pas », a déclaré le secrétaire général de l'alliance, Jens Stoltenberg, à l'ouverture de la réunion d'Oslo.

« C'est pourquoi nous devons mettre en place des cadres pour fournir à l'Ukraine des garanties de sécurité après la fin de la guerre », a-t-il souligné.

Le président français Emmanuel Macron a demandé mercredi des « garanties de sécurité tangibles et crédibles ».

La position des États-Unis sera capitale. Washington refuse pour l'heure que l'OTAN accorde de telles garanties de sécurité à l'Ukraine, a expliqué à l'AFP un ministre sous couvert de l'anonymat.

De telles garanties, qui consistent à afficher officiellement le soutien à un pays en cas d'agression, ont été récemment offertes par plusieurs pays de l'Alliance à la Suède, dont l'adhésion est bloquée par la Turquie et la Hongrie.

Après la réélection du président turc Recep Tayyip Erdogan opposé à l'adhésion suédoise, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a annoncé jeudi qu'il se rendrait prochainement à Ankara pour tenter de lever les derniers obstacles à l'adhésion suédoise.

Mais c'est un élargissement plus vaste à l'est, avec l'intégration de Kyïv, qui divise plus profondément les alliés.



Pour protéger l'Ukraine, Emmanuel Macron a évoqué la promesse de protection fournie à Israël par les États-Unis.

« Nous devons voir ce que nos pays peuvent offrir, pas forcément dans le cadre de l'OTAN », a expliqué à Oslo la ministre française Catherine Colonna. « La réflexion est en cours », a-t-elle précisé.

« Il est important que l'Ukraine puisse avoir accès aux équipements militaires, aux formations, mais aussi à l'appui financier. Il doit s'agir de garanties concrètes », a insisté son homologue canadienne Melanie Joly.

Kyïv souhaite « un message très clair »

Les risques sont grands. « L'OTAN va avoir 75 ans et jamais un pays en conflit armé n'a adhéré, car il pourrait déclencher l'article 5 le jour de son entrée et dans le cas de l'Ukraine, ce serait la guerre entre l'OTAN et la Russie », a fait valoir le ministre luxembourgeois Jean Asselborn.

Sans consensus, il n'y aura pas de décision, a rappelé le patron de l'OTAN. Or, à un mois de la réunion, aucun point n'est tranché.

Les dirigeants lituaniens, hôtes du sommet de Vilnius, s'en inquiètent et disent redouter un échec, ce qui agace.

Les attentes de Kiev sont énormes. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky souhaite « un message très clair » indiquant que l'Ukraine rejoindra l'Alliance « après la guerre ».

« À Vilnius, il n'y aura sans doute pas de date ni de calendrier pour l'adhésion, car beaucoup de choses restent à trancher. Il s'agit d'un chemin avec des étapes et des progressions », a souligné Catherine Colonna.

Jens Stoltenberg refuse, lui, de s'avancer. « Personne n'est en mesure de vous dire exactement quelle sera la décision finale au sommet de Vilnius sur cette question », a-t-il déclaré.

Nommé en 2014, le Norvégien, âgé de 64 ans, arrive au terme de son mandat, déjà prolongé trois fois dont à nouveau l'an dernier après l'invasion russe de l'Ukraine.

Son successeur devrait être un Européen. Les pays membres de l'Union

européenne souhaiteraient la nomination d'une femme issue de leurs rangs.

Le président américain Joe Biden, qui aura le dernier mot, doit recevoir le 5 juin la première ministre danoise Mette Frederiksen, candidate potentielle.

« Le choix se fait toujours à la dernière minute et la reconduction de Jens Stoltenberg est toujours sur la table », confient des diplomates de l'alliance.

L'intéressé, lui, répète vouloir se retirer.

Les dépenses militaires de son pays sont un critère de sélection pour la ou le futur nouveau patron.

Les alliés se sont engagés à leur consacrer 2 % de leur PIB en 2024 et le projet est d'en faire un minimum.

Or sept pays seulement, dont les États-Unis, ont atteint l'objectif.

Le Danemark de Mme Frederiksen, qui à 1,4 % actuellement est loin d'avoir rempli sa part de l'effort demandé, a opportunément annoncé cette semaine un triplement de ses dépenses militaires d'ici 2033.

Santé

Meilleure prise en charge, dépistage... Bientôt un institut des cancers pour femmes

Porté par l'Institut Curie, l'Université PSL et l'Inserm, cet institut d'un genre inédit place la santé des femmes au cœur d'une approche globale centrée sur la recherche, l'innovation et la prise en compte du bien-être des patientes. Le projet vient d'obtenir le label Institut Hospitalo-Universitaire.

Le projet s'inscrit dans le plan Innovation Santé 2030 lancé par Emmanuel Macron. Le 16 mai, l'Institut Curie, l'Université PSL et l'Inserm annonçaient la création de l'Institut des Cancers des Femmes.

La création d'une telle structure, présentée comme inédite et d'envergure internationale, a été rendue possible grâce à l'obtention du label Institut Hospitalo-Universitaire - des centres d'excellence dédiés à la santé.

Les cancers restent un marqueur d'inégalité entre les hommes et les femmes. « Sur le plan social, nous partons du double constat qu'il existe de fortes disparités dans les prises en charge, et que le cancer est un facteur aggravant des situations de précarité des femmes, qui engendre d'ailleurs plus d'arrêts de travail et plus d'aménagements du temps de travail que pour les hommes », explique la Pr Anne Vincent-Salomon, pathologiste spécialiste des cancers féminins à l'Institut Curie et professeure à l'Université PSL, directrice du future IPH.

78 000 cancers diagnostiqués par an

Ainsi, alors que le taux d'incidence du cancer a reculé chez les hommes entre 2010 et 2018 (-1,4 %), il a progressé de 0,7 % chez les femmes sur la même période, selon l'Institut national du cancer. Avec plus de 78 000 can-



cers diagnostiqués chaque année et 20 000 décès, les cancers des femmes s'imposent comme un enjeu de santé publique.

« L'Institut des Cancers des Femmes va considérablement faire bouger les lignes dans la connaissance et la compréhension de ces pathologies. L'approche que nous proposons est nouvelle car plus globale, depuis la recherche sur la biologie de la tumeur jusqu'à la prise en considération de la personne dans son environnement », précise le Pr Alain Puisieux, directeur du centre de

recherche de l'Institut Curie.

Le site principal de l'Institut sera implanté dans le 5e arrondissement de Paris, avec la création d'un espace de 90 000 m² prévus pour 2025. L'institut revendique un projet en quatre volets :

- Mieux prévenir et dépister les cancers, notamment chez les patientes à risque ;
- Répondre à la nécessité de nouvelles options thérapeutiques ajustées à la localisation anatomique, à la biologie, à l'âge des femmes ;
- Adapter la prise en charge du cancer à la qualité de vie des femmes et faire bénéficier les patientes d'un accompagnement complet, tant médical que psychologique et paramédical ;
- Mieux former les professionnels aux enjeux spécifiques de ces cancers et accompagner les nouveaux métiers issus de la transformation numérique de la recherche et des soins.

À noter : les cancers les plus fréquents chez la femme sont, dans l'ordre : les cancers du sein, les cancers colorectaux et les cancers du poumon – ces derniers étant en constante augmentation ces dernières années.

La musique nous permettrait de vieillir en meilleure santé !

Des chercheurs de l'Université de Genève ont montré que la pratique du piano et l'écoute active de la musique ralentissait le déclin cognitif. Spécifiquement, une augmentation de la matière grise a été constatée dans certaines régions du cerveau, impliquées dans la mémoire notamment.

La musique ne ferait pas qu'adoucir les mœurs, elle serait aussi capable de ralentir le déclin cognitif lié à l'âge. C'est ce que vient de montrer une étude de l'Université de Genève (Unige), dont les résultats ont récemment été publiés dans la revue *NeuroImage : Report*.

On sait que, tout au long de la vie, le cerveau change. Sa forme, ses connexions évoluent en fonction de nos expériences, l'acquisition de nouvelles compétences ou même un rétablissement après un accident cérébral. Passé un certain âge, cette plasticité se réduit et le cerveau perd de sa matière grise, où sont logés les neurones.

C'est ce qu'on appelle l'atrophie du cerveau. Alors, le déclin cognitif apparaît progressivement. La mémoire en particulier est l'une des fonctions les plus touchées.

Des participants retraités, sans connaissance de la musique

Les chercheurs de l'UNIGE, de la Haute école de Santé de Genève (HES-SO Genève) et de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne ont étudié l'impact de la musique sur le cerveau et ses capacités cognitives.

Résultats ? Pratiquer un instrument de musique ou écouter de la musique améliorerait la plasticité du cerveau et permettrait d'augmenter le volume de la matière grise. Ces travaux ont également montré que la musique boosterait la mémoire.

Sur les 132 participants, tous des retraités âgés de 62 à 78 ans, aucun n'avait suivi de cours de musique plus de six mois dans sa vie.

« Nous voulions des personnes dont le cerveau ne présentait encore aucune trace de plasticité liée à l'apprentissage musical. En effet, même une brève expérience d'apprentissage au cours de sa vie peut laisser des empreintes sur le cerveau, ce qui aurait biaisé nos résultats », explique Damien Marie, directeur de l'étude, chercheur associé à la Faculté de médecine et au Centre interfacultaire des sciences affectives (CISA) de l'UNIGE.

Plus de matière grise

Divisés en deux groupes, une partie des participants a suivi des cours de piano hebdomadaires, l'autre des cours d'écoute active de musique avec un travail sur la reconnaissance des instruments et



l'analyse des œuvres. Chacun devait travailler chez lui sur sa discipline, une demi-heure par jour.

« Après six mois, nous avons constaté des effets communs aux deux disciplines. La neuroimagerie a révélé, chez l'ensemble des participants, une augmentation de la matière grise dans quatre régions du cerveau impliquées dans le fonctionnement cognitif de haut niveau, notamment dans des zones du cervelet mobilisées dans la mémoire. Leurs performances ont augmenté de 6 % et ce résultat était directement corrélé à la plasticité du cervelet », indique Clara James, co-auteurice de l'étude,

enseignante à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'UNIGE et professeure à la HES-SO Genève.

Petits bémols

« Le volume de matière grise est resté stable dans le cortex auditif primaire droit des pianistes – une région spécialisée dans le traitement des sons – alors qu'il a diminué dans le groupe d'écoute active », précise le communiqué de presse.

Autre information : le processus global d'atrophie s'est poursuivi chez l'ensemble des participants. « Les interventions musicales ne peuvent donc pas rajeunir le cerveau mais uniquement freiner le vieillissement de certaines de ses régions », conclut Damien Marie.

Il n'empêche que selon l'équipe scientifique, l'étude de la musique, facilement accessible, devrait être considérée par les pouvoirs publics comme un outil pour vieillir en bonne santé.

La prochaine étape ? Réaliser une étude sur des sujets touchés par un déclin neurocognitif léger, situé par les spécialistes entre le vieillissement normal et la démence.

Comment la bonne santé de vos intestins pourrait vous faire vivre plus longtemps ?

Selon une équipe de chercheurs français, il serait possible d'allonger la durée de vie des humains en retardant le vieillissement... de leur intestin.

Même si pour le moment, l'hypothèse n'a été testée - avec succès - que sur des poissons-zèbres.

Dans la lutte contre le vieillissement et les maladies associées, tous les moyens sont bons. Y compris l'allongement des télomères. De quoi s'agit-il ? Des extrémités protectrices de nos chromosomes qui raccourcissent à mesure que nous vieillissons. Comment ? « A chaque fois qu'une cellule recopie son ADN avant de se diviser, elle perd un petit bout de télomère, comme une photocopieuse qui rogne les marges du document original », explique l'Inserm.

« La cellule arrête alors de se diviser et de fonctionner normalement. Les chercheurs parlent de cellules « sénescences », dont l'accumulation contribue au vieillissement de l'organisme ». En clair, la taille des télomères est un bon marqueur du vieillissement biologique. Et, chez l'humain comme chez d'autres espèces, « ces extrémités de chromosomes raccourcissent plus vite dans l'intestin que dans les autres organes au cours de la vie », indique le CNRS.

Fragment d'ADN

Le poisson-zèbre fait justement partie de ces espèces.



Parmi ses autres points communs avec l'Homme : il partage 70% de ses gènes avec nous, et « 84 % des gènes liés à des maladies humaines ont un équivalent chez le poisson-zèbre ». Voilà pourquoi les chercheurs français ont

eu l'idée de tester leur hypothèse sur cette espèce de poisson.

L'équipe de Miguel Godinho Ferreira de l'Ircan (Institut de recherche sur le cancer et le vieillissement de Nice - CNRS/Inserm/Université Côte d'Azur) a donc « inséré dans le poisson-zèbre un fragment d'ADN permettant aux cellules intestinales de produire l'enzyme responsable de l'allongement des télomères, la télomérase ». Résultat : au-delà du seul intestin, l'organisme tout entier a vu son vieillissement ralentir. Et avec lui, les risques des maladies associées à l'avancée en âge se réduire.

Conclusion des chercheurs : « la proximité entre la longueur des télomères du poisson-zèbre et celle de l'Homme ouvre des perspectives pour contrer le vieillissement ». Et de nouvelles pistes « pour étudier les pathologies associées au raccourcissement des télomères », comme le cancer, les maladies neurodégénératives, immunitaires et gastro-intestinales. A confirmer, bien sûr, chez l'humain.

FOOTBALL

Monaco : Ben Yedder, Disasi, Fofana, Mendy... l'ASM va bouger cet été

Avec le départ de Philippe Clement, l'AS Monaco va connaître des prochaines semaines mouvementées. Si des ventes sont attendues (Axel Disasi, Youssouf Fofana), des renforts sont espérés, notamment au poste de gardien de but, où Alexander Nübel a été une grosse déception, avance Nice-Matin.

À cause d'une fin de saison ratée, des choix tactiques discutables et un vestiaire perdu, l'AS Monaco ne disputera pas une Coupe d'Europe la saison prochaine. Sixièmes du classement de Ligue 1, les Monégasques ont déjà perdu Philippe Clement et pourraient voir d'autres cadres du vestiaire quitter le navire. À commencer par les deux internationaux français, Youssouf Fofana et Axel Disasi. Les deux joueurs, qui rêvent de Premier League, disposent d'une belle valeur marchande. Des clubs anglais et allemands surveilleraient l'ancien milieu de terrain de Strasbourg, indique Nice-Matin.

Edouard Mendy pour remplacer Alexander Nübel ?

Dans les couloirs, Vanderson et Caio Henrique pourraient aller voir ailleurs. Le premier serait suivi par Manchester United, avait rapporté RMC Sport en avril. Le second a été placé dans la short list du FC Barcelone.

Depuis son arrivée, Alexander Nübel n'a jamais convaincu. Peu rassurant dans ses interventions, le portier allemand a coûté quelques buts... et de nombreux points à l'AS Monaco. De retour au Bayern Munich après un prêt de

deux ans, le gardien de 26 ans pourrait être remplacé par Edouard Mendy. L'international sénégalais n'est plus un titulaire indiscutable à Chelsea. La concurrence reste importante dans ce dossier, puisque l'Inter Milan, Nice ou encore Tottenham apprécient l'ancien gardien du Stade de Reims.

Wissam Ben Yedder devrait rester, Breel Embolo aussi ?

Toujours au poste de gardien de but, Jean Butez (Anvers) est également ciblé, avec Radoslaw Majecki, auteur d'un prêt intéressant au Cercle Bruges (9 clean sheets en 34 matchs). Les départs de Jean Lucas et de Gelson Martins sont, eux, actés. En revanche, Aleksandr Golovin, Mohamed Camara et Breel Embolo devraient rester. Wissam Ben Yedder devrait honorer sa dernière année de contrat avec le club de la Principauté, à moins qu'une grosse offre arrive sur le bureau monégasque. "Je vais rester avec vous", avait-il déclaré aux supporters, après la défaite contre Toulouse (1-2).

Enfin, le Japonais Takumi Minamino, auteur d'une première saison décevante (un but et quatre passes décisives en 29 matchs), veut rester et s'imposer au sein de l'attaque



de l'ASM.

Pour se renforcer, le très bon Elye Wahi est dans le viseur, mais la non-qualification en Coupe d'Europe et la volonté du joueur de découvrir l'étranger compliquent la situation.

Pour remplacer Philippe Clement, les noms de Jesse Marsch et Matthias Jaissle reviennent avec insistance.

Le Real Madrid se renseigne sur Alphonso Davies

En quête d'un défenseur, le Real Madrid étudie le cas d'Alphonso Davies (22 ans). Sous contrat jusqu'en 2025, le défenseur du Bayern pourrait pousser Ferland Mendy vers la sortie.

Marca annonce ce mardi que le Real Madrid se renseigne auprès du Bayern Munich pour évoquer un possible transfert d'Alphonso Davies (22 ans), en fin de contrat en 2025. Si le club bavarois veut faire du Canadien l'une de ses pièces maîtresses pour l'avenir, ce dernier n'a pas encore accepté la proposition de prolongation du champion d'Allemagne. Ce qui peut laisser une porte ouverte aux Madrilènes. En cas de transfert, Alphonso Davies serait en concurrence avec Ferland Mendy, gêné par de nombreux soucis physiques cette saison.

"C'est un moment chaotique au Bayern Munich, a confié son agent Nedal Huoseh la semaine dernière. Je ne suis pas sûr de ce qu'il va se passer. Il semble qu'il y ait trop d'instabilité et d'incertitude."

Davies se sent seul à Munich

Récemment, l'international canadien avait exprimé la solitude qu'il pouvait ressentir depuis son arrivée en Bavière en 2019. "La vie de footballeur professionnel est formidable, sans aucun doute. Pour se détendre et profiter de la vie. Mais après l'entraînement, il n'y a rien à faire, confiait-il. Pour moi, puisque je n'ai pas de famille et que ma petite amie ne vit pas avec moi, je suis seul. J'ai prob-

ablement cinq amis. Je suis un perdant populaire. C'est un peu inquiétant de ne pas avoir quelque chose à faire et surtout quand tous vos amis ont un travail."

Au Bayern, Alphonso Davies a remporté cinq titres de champion d'Allemagne, une Ligue des champions et une Coupe du monde des clubs. Avec sa sélection, qu'il fréquente depuis 2017, il a disputé son premier Mondial au Qatar. Le Canada a terminé dernier de sa poule après trois défaites en autant de rencontres, 36 ans après leur dernière participation.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Mauritius Andra Maha Sabha Branch No 60 (Lésperance Quartier Militaire) will apply to the District Council of Moka for a Building and Land Use Permit for the construction of a public place of worship (Mandiram) at c/n Telegu Mandiram Road and Lesperance Road, Lesperance, Quartier Militaire. Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication. Dated this 05th day of June, 2023

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Bankruptcy Division)

In the matter of: SC/COM/PET/000411/2023 THE INSOLVENCY ACT And in the matter of: Mr Ahmud Islam SULLIMAN (hereinafter referred to as "the Petitioner") V DAVYLAND REALTY LTD (hereinafter referred to as "the Respondent") NOTICE is hereby given that a Petition for the winding up of the abovenamed Respondent Company was, on the 1st day of June 2023, lodged before the above Court by way of electronic filing under the Courts (Electronic filing of Documents) Rules 2012 by the abovenamed Petitioner, electing his legal domicile in the office of M SOOBHUG, Attorney at Law, situate at No 27 La Poudrière Street, Port Louis. The said Petition is registered as Cause No. SC/COM/PET-/000411/2023 and is returnable on the 16th day of June 2023. Any creditor or contributory of the said Respondent Company desirous to support or oppose the making of an Order on the said Petition may do so by making the necessary appearance, either in person or through an Attorney, at the Service Bureau located at Commercial Division, Supreme Court of Mauritius, New Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis; and a copy of the said Petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Respondent Company requiring the same by the undersigned, on payment of the regulated charge for the same or a copy may be obtained on the electronic filing system from the said Service Bureau. Under all legal reservations. Dated at Port Louis, this 5th day of June 2023 M SOOBHUG Attorney at Law Of No. 27 La Poudrière Street, Port Louis Petitioner's Attorney

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 06 July 2023 at 1.30 p.m., shall take place before the Master's Bar situated at Supreme Court Buildings, at corner Edith Cavell and Desroche Streets, Port Louis, the sale by levy prosecuted at the request of the Frederic Rene Lipp absent from Mauritius and represented by his agent and proxy Z. I. Salajee, Senior Attorney of Suite 319, Saint James Court, Saint Denis Street, Port Louis, against Mrs Eliette Christiane Prudence, the lawful wife of Frederic Rene Lipp of Avenue Pâquerettes, Pointe aux Sables, of a portion of land of the extent of 379.88 m2, but in reality found to be of the extent of 363.45m2, situated in the district of Port Louis, place called Pointe aux Sables, the whole as morefully described as per memorandum of survey drawn up by Mr. K. Gooljar, Sworn Land Surveyor, dated 11/04/1979, registered in Reg. A 414 No.7637, as follows: "Du premier côté, par un chemin de 18 pieds ou 5.49m de large (aujourd'hui Avenue des Pâquerettes), sur 69 pieds ou 21.03m; Du deuxième côté, par le lot No.36 du plan général de morcellement, sur 59 pieds 6 pouces ou 18.14m;Du troisième côté, par le Sugar Planters rehabilitation Fund, sur 69 pieds ou 21.03m;Et du quatrième côté, par le lot No.38 du plan général de morcellement, sur 69 pieds ou 21.03m (18.29m d'après ledit plan de situation) - together will all the buildings existing thereon and all that may be part and parcel thereof without any exception or reservations whatsoever. The whole as morefully described in deed transcribed in Volume TV201711/000552. The PIN certificate bears number 1924060087. There exists on the said portion of land a house in concrete under slab composed of ground floor, covering an approximate area of 128.50 m2, provided with water and electricity supplies, and which is occupied by Defendant. The abovedescribed portion of land together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation has been valued by Mr Kadafi Koherattee, appraiser/Professional Land Surveyor at the sum of Rs.3,200,000.00 (Rupees Three Million Two Hundred Thousand). The aforesaid portion of land together with the building existing thereon will be put up for sale on a preliminary bidding of Rupees One Million Six Hundred Thousand (Rs.1,600,000.00). All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgement of adjudication, failing which they shall forfeit such right. Under all legal reservations. Dated at Port Louis, this 06th day of June, 2023. Z.I.Salajee, SA Of, Suite 319 Saint James Court, Saint Denis Street, Port Louis. ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

NOTICE UNDER SECTION 137 OF THE INSOLVENCY ACT 2009

3i India Infrastructure Investments Limited Notice is hereby given that by way of a shareholder's written resolutions dated 30 March 2023, the sole shareholder of the above-named Company has decided to put the Company into liquidation and Mr. Gowtamsingh Dabee, ACA, FCCA, ADIT, Insolvency Practitioner of 5th Floor, Green Cross Building, Royal Road, Belle Rose, Quatre Bornes, Mauritius has been appointed as liquidator. Dated this 06th day of June 2023 By order of the board

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the private company La Vallée De Ferney Company Ltd (File No. C073610) has, by special resolution dated 23 May 2023, changed its name to Ferney Eco-Hospitality Ltd as evidenced by a certificate dated 30 May 2023 issued by the Registrar of Companies. CIEL Corporate Services Ltd Company Secretary 02 June 2023 BRN: C07073610 NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001 Notice is hereby given that AQUARRUM LTD (the 'Company'), an Authorised Company having its registered address at Premier Business Centre, 10th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under the provisions of section 309(1) (d) of the Companies Act 2001. Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has discharged in full its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001. Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest 02 July 2023. Dated this: 05 June 2023 Premier Financial Services Limited Registered Agent

Football

Karim Benzema a signé avec le club saoudien d'Al-Ittihad

Karim Benzema a signé avec le club saoudien d'Al-Ittihad, selon une source interne au club, pour les trois prochaines années.

Un nouveau Ballon d'Or en Arabie saoudite. A 35 ans, Karim Benzema part retrouver dans ce pays son ancien partenaire du Real Madrid Cristiano Ronaldo, en attendant peut-être l'arrivée de Lionel Messi: le Français a signé pour trois saisons à Al-Ittihad.

« Benzema a signé un contrat pour son transfert à Al-Ittihad, pour une période de trois ans », a appris mardi d'une source interne à ce club basé à Jeddah, sur les rives de la mer Rouge (ouest).

Cette arrivée retentissante, pour un montant encore non dévoilé mais faramineux, s'inscrit dans le cadre de la grande offensive saoudienne visant les stars du football européen. A part Luka Modric (2018), tous les Ballons d'Or depuis 2008 pourraient se retrouver dans le championnat saoudien. « Benz » aussi a été séduit par les sirènes du désert d'Arabie.

Et le Croate figure aussi sur une liste de stars vieillissantes du football ciblées par le royaume, comme Lionel Messi, qui a officiellement quitté le Paris SG samedi.

Après 14 ans de conquêtes au Real Madrid, où il a notamment remporté cinq Ligue des champions, l'international français (97 sélections, 37 buts) a opté pour une fin de carrière dans la riche Saudi Pro League soutenue par le Fonds souverain saoudien (FIS), qui mise notamment sur le « soft power », l'influence géopolitique, par le sport.



tique, par le sport.

Deuxième meilleur buteur de l'histoire du Real Madrid

Ces derniers jour, un contrat de 200 millions d'euros pour deux saisons avait été évoqué par la presse espagnole. Le Français a finalement signé pour trois ans.

Les négociations se sont accélérées récemment - jeudi encore, Benzema, en fin de contrat à la « Maison Blanche », avait dit: « Je suis à Madrid. Ceux qui parlent le font sur internet, et la réalité, ce n'est pas internet », lors d'une cérémonie en hommage à sa carrière organisée par le quotidien sportif espagnol Marca.

Mais, en Arabie saoudite, la chaîne de télévision d'État Al-Ekhbariya assurait pour sa part qu'Al-Ittihad avait conclu un accord « officiel » pour un contrat « record ».

Le deuxième meilleur buteur de l'histoire du Real Madrid, avec 354 buts, derrière CR7 (450 buts), et le cinquième joueur le plus capé avec 648 matches disputés, a quitté le club espagnol comme un prince, salué par le stade Santiago-Bernabeu, ses coéquipiers, son entraîneur et ses dirigeants.

« La carrière de Karim Benzema au Real Madrid a été un exemple de comportement et de professionnalisme, et a

représenté les valeurs de notre club. Karim Benzema a gagné le droit de décider de son avenir », expliquait le Real, laissant entendre que Benzema avait choisi de ne pas prolonger son contrat. Un hommage doit lui être rendu à Madrid ce mardi midi.

Le « Nueve » va poursuivre son parcours commencé à Lyon chez les tout frais champions d'Arabie Saoudite. Les « Tigres » jaunes et noirs de Jeddah sont le deuxième club le plus titré du pays, neuf fois champion (comme Al-Nassr, l'équipe de Ronaldo) et vainqueur de deux Ligues des champions d'Asie (Al-Nassr ne l'a jamais remportée), et aussi le doyen, fondé en 1927.

Le match entre Al-Ittihad (Union, en français) et Al-Hilal Riyad, le club qui courtise Lionel Messi, est le « clasico » du championnat local. Comme Ronaldo à Al-Nassr, Benzema sera l'écrasante vedette d'un effectif où ressortent les internationaux égyptiens Ahmed Hegazy et angolais Helder Costa, entraîné par l'ancien manager du FC Porto ou de Tottenham, le Portugais Nuno Espirito Santo.

Mais d'autres prestigieux coéquipiers pourraient arriver, alors que le royaume, critiqué pour des atteintes aux droits humains, est déterminé à utiliser le football pour améliorer son image à l'international et dispose de pétrodollars à foison pour satisfaire ses ambitions.

Ajaccio-OM : Macron veut des sanctions « claires » et « fortes » après l'agression du petit Kenzo

Emmanuel Macron a réclamé lundi les « sanctions les plus claires » et « fortes » contre les agresseurs de Kenzo, un enfant de huit ans atteint d'un cancer pris pour cible samedi avec sa famille en marge de la rencontre Ajaccio-OM.



une espèce de dérive et on a raison de ne pas s'y habituer », a déclaré le chef de l'Etat avant de promettre de « continuer d'être au côté de la famille aussi pour qu'il puisse se relever de ce traumatisme ». Il a également insisté sur le rôle de la justice qui a tout son soutien : « J'attends que les sanctions les plus claires, fortes soient prises. ».

Le procureur de la République d'Ajaccio a ouvert une enquête pour violences en réunion concernant l'agression dont ont été victimes Kenzo et sa famille dans l'enceinte du stade de la ville corse. Le club de l'AC Ajaccio a lui parlé d'« actes inqualifiables » et que « le rêve s'était rapidement transformé en cauchemar lorsque

Kenzo et ses parents, venus aux couleurs de l'Olympique de Marseille, ont été honteusement violentés ».

Emmanuel Macron a terminé en qualifiant cet acte de violence de « totalement inacceptable. J'ai une pensée très émue pour Kenzo et ses parents », a-t-il aussi affirmé, soulignant que l'enfant se battait « avec beaucoup de courage contre la maladie ». Le Président de l'OM Pablo Longoria a lui aussi fermement condamné l'agression du petit Kenzo avec des propos forts : « quel maldade mental se permet de faire ça ? ».

Samedi soir, lors de la rencontre Ajaccio-OM, dernière journée de Ligue 1, un journaliste de France 3 Corse Via Stella a été grièvement blessé, agressé par des supporters marseillais. Kenzo, un enfant malade de 8 ans, fan de l'OM, et sa famille ont été eux violentés par des individus qui se sont introduits dans leur loge. Cet enfant avait été invité samedi en Corse pour réaliser son « rêve » de rencontrer des joueurs de l'Olympique de Marseille.

Ce lundi, le Président de la République s'est exprimé à ce sujet lors d'un déplacement au Mont-Saint-Michel. « Cela montre

Zlatan Ibrahimovic dit « au revoir au football » à 41 ans

L'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic a annoncé la fin de sa carrière de joueur, à 41 ans, en affirmant dimanche soir aux supporters de l'AC Milan que c'était « le moment de dire au revoir au football ».

Après la victoire de l'AC Milan contre l'Hellas Vérone ce dimanche en Serie A (3-1), Zlatan Ibrahimovic a annoncé sa retraite sportive au micro du stade de San Siro devant une foule émue. « C'est le moment de dire au revoir au football, pas seulement à vous. Il y a trop d'émotions maintenant, allez Milan et au revoir », a-t-il lancé sur le terrain, à l'issue de la 38e et dernière journée de la saison qui a envoyé Vérone en Série B.

L'AC Milan, club où il est revenu fin 2019 et qu'il a largement contribué à ramener au sommet, avec notamment le titre de champion d'Italie en 2022, avait annoncé samedi une cérémonie pour « remercier Zlatan pour les moments merveilleux que nous avons passés ensemble ». En raison de blessures à répétition, le quadragénaire n'a pratiquement pas pu jouer cette saison.

Il était revenu à la compétition en février après avoir été opéré du genou gauche en mai 2022. Le Suédois n'a débuté qu'un seul match cette saison, en mars, lors de la victoire 3-1 sur le terrain de l'Udinese. Il était alors devenu le buteur le plus âgé de l'histoire de la Serie A. Fin mars, il espérait encore pouvoir disputer l'Euro-2024, l'an prochain en Allemagne. Mais il s'est ensuite blessé de nouveau, à un mollet, lors d'un échauffement d'avant-match en avril, et a depuis terminé la saison sur la touche, où il était encore pour le dernier match de sa carrière dimanche soir.

« On ne peut que le remercier pour tout ce qu'il a fait pour nous. Et c'est triste qu'un champion comme ça ne joue plus au football », a commenté sur la chaîne du club



milanais l'entraîneur Stefano Pioli. Zlatan Ibrahimovic avait remporté un premier titre de champion d'Italie avec Milan en 2011. Passé également par l'Ajax Amsterdam, la Juventus, l'Inter Milan, le FC Barcelone, le Paris Saint-Germain et Manchester United, il compte de nombreux titres de champion à son palmarès : deux aux Pays-Bas, cinq en Italie (trois avec l'Inter, deux avec Milan), un en Espagne et quatre en France. Entre son passage à Manchester United et son retour à Milan, il avait porté les couleurs du Los Angeles Galaxy de mars 2018 à novembre 2019.